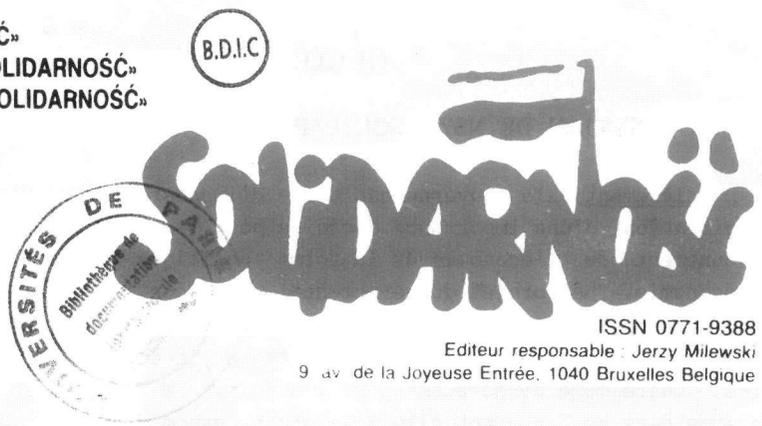


# NEWS

Bi-mensuel

15-28 février 1989

n° 128



ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9 av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

## POURSUITE DES NEGOCIATIONS DE LA TABLE RONDE

L'effervescence entourant l'ouverture le 6 février des négociations de la table ronde s'est apaisée, le tumulte des journalistes et des caméras s'est dissipé alors que les deux parties en présence entament leur quatrième semaine de difficiles discussions autour de plusieurs petites tables sur des thèmes spécifiques. Parmi la population - épuisée, éreintée par les efforts toujours plus difficiles pour survivre entre les hausses de prix et les pénuries de produits de consommation -, règne une inévitable atmosphère d'amertume. Le pays se trouve plongé dans une situation à ce point désastreuse que même les optimistes les plus obstinés voient peu d'espoir d'une amélioration sensible de la situation résultant aussitôt des accords en vue. Ceux-ci pourtant, malgré leur nécessité urgente, sont encore loin à l'horizon. Les représentants de l'opposition aux négociations font état de la poursuite par le pouvoir d'une politique de dialogue de sourd, du manque de résultats concrets et immédiats tant attendus par la population et de l'écart séparant les deux parties qui demeure encore immense.

### DOUBTES SUR L'ISSUE

Bien que tous attendent une conclusion favorable, personne ne serait vraiment étonné de voir la table ronde finalement échouer. Traditionnellement, le système communiste totalitaire ne connaît qu'une seule réponse à toute crise menaçant le statu-quo et sa permanence : le recours à la répression. Ce serait encore sans aucun doute la méthode préférée par la plus grande majorité des apparatchiks en Pologne. La gravité de la situation économique, combinée au besoin de développer l'image libérale de la perestroïka, semblent avoir prévalu au sein de l'équipe dirigeante du parti qui a élaboré une solution alternative : devant la réalité des faits, devant la résistance de NSZZ Solidarnosc, ils ont finalement, pour l'instant, accepté le dialogue. Toutefois, le pouvoir a acquiescé aux discussions à condition que soit maintenu son monopole du pouvoir, au besoin sous une nouvelle forme. De là provient la proposition de concéder par voie de cooptation une part des sièges au Parlement à des représentants de l'opposition, tout en préservant précieusement la majorité à l'équipe en place. Le régime pour retrouver dans la population un soupçon de la crédibilité qui lui fait tellement défaut, a tant besoin de légitimisation de son pouvoir qu'il fait de cette question la condition sine qua non de la résolution de tous les autres problèmes. De ce fait, de nombreux thèmes et sujets spécifiques que notre Syndicat a soumis aux négociations (entre

autres, le pluralisme syndical et la relégation de NSZZ Solidarnosc, les réformes économiques, la politique sociale, etc.) sont effectivement tenus en otage par cette stratégie politique du pouvoir. Ainsi, la table ronde apparaît comme une offre en fait indiscutable - tout ou rien.

### RISQUES ET DEFIS

Là réside le danger qui fait face à notre Syndicat. NSZZ Solidarnosc ne peut accepter de devenir l'acteur d'un arbitraire montage politique destiné essentiellement sous une apparente volonté de réformes, à maintenir l'équipe au pouvoir qui montre ainsi une nouvelle fois qu'elle est bien davantage préoccupée par sa propre destinée que par le sort dramatique du pays. Pourtant, les dirigeants du Syndicat savent qu'il n'existe pas d'alternative à un processus graduel, évolutif vers la démocratisation de la vie politique et sociale de la Pologne; ils manifestent cette conviction en s'engageant dans ces négociations malgré les risques qu'elles représentent. Car, sans progrès tangible, il deviendra toujours plus difficile de contenir les tensions sociales et la croissante radicalisation des opinions qui se manifeste déjà dans de nombreux groupes de la population. Le défi consiste à tracer nettement la ligne qui sépare le nécessaire compromis politique de concessions où l'identité se perdrait.

La stratégie irréaliste des autorités peut aussi conduire à un échec de la table ronde. Il reste encore trois semaines de négociations serrées pour l'éviter.

## NEGOCIATIONS DE LA TABLE RONDE

### POSITION DE NSZZ SOLIDARNOSC A LA TABLE DE L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE SOCIALE

Dernièrement, le gouvernement tente d'imposer une législation d'une importance décisive pour le fonctionnement de l'économie et la forme politique de l'économie. Le projet gouvernemental qui contient certains points positifs est en lui-même contradictoire et contient de nombreuses solutions incorrectes, voire même dangereuses pour l'avenir. Ce programme dans sa forme actuelle n'a aucune chance d'obtenir le soutien de la société et ne peut donc pas être pris comme base d'un consensus dans les questions économiques.

Prenant en considération la situation dramatique du pays, nous reconnaissons la nécessité de rechercher un compromis pragmatique à portée immédiate. Nos propositions visent à assurer des conditions plus favorables au lancement des réformes du marché, à garantir l'indispensable minimum de protection des conditions de vie de la société et à combattre les phénomènes économiques pathologiques.

L'introduction de réformes du marché est possible à condition d'utiliser toutes les réserves économiques potentielles pour amortir des chocs inévitables, en particulier, pour contrer le danger réel d'une hyperinflation. Il est indispensable d'opérer des réductions drastiques dans les dépenses budgétaires de l'état, principalement dans les secteurs militaro-répressif et de l'administration étatique, où les réductions ne peuvent être inférieures à 20% des dépenses réelles; la moitié de ces moyens épargnés doit servir à réduire le déficit budgétaire, tandis que l'autre moitié devrait permettre l'augmentation des investissements dans le logement individuel et la protection de l'environnement.

Il faut entreprendre des efforts urgents pour obtenir des créanciers de la Pologne un accord sur des limitations temporaires du service de la dette et pour obtenir un soutien financier à l'engagement des réformes. Ces efforts doivent également porter sur l'endettement envers l'URSS.

La question de la modification des structures d'investissements étatiques demeure d'actualité; il est nécessaire de les limiter dans le secteur énergétique. Vu les risques pour l'environnement et vu les coûts importants, le développement de l'énergie atomique ne peut être décidé par voie administrative sans appui social. L'augmentation des investissements pour l'économie d'énergie doit être prioritaire. L'impératif de maintenir les niveaux de consommation exige que les investissements ne dépassent pas le rythme de croissance du PNB.

La réussite des réformes dépend de l'autonomie des entreprises et de la liaison des intérêts des ouvriers aux résultats économiques. Dans les entreprises d'état, on peut y parvenir en renforçant l'autogestion ouvrière. Aussi, nous demandons la levée de toutes les limitations imposées depuis 1982 aux acti-

vités des conseils autogestionnaires ouvriers. **Nous demandons également la suppression de toutes les formes de nomenklatura et de subordination des directions d'usines aux directives du parti.** L'existence de la nomenklatura est incompatible avec le principe constitutionnel de l'égalité des citoyens, elle est la cause d'une politisation pathologique de l'économie. La nomination et la révocation des directeurs dans les entreprises étatiques doit être hors cas exceptionnels de la compétence des conseils autogestionnaires ouvriers.

Dans un contexte de très haute inflation, la protection du niveau de vie de la société n'est pas possible sans indexation des salaires et allocations. Une programme d'indexation constituerait une contre-mesure pour canaliser la pression des revendications, tout en protégeant le niveau réel des revenus de la population. Même si les exigences du rétablissement d'un équilibre monétaire sur le marché empêchent la mise en place d'un système de pleine compensation automatique de la hausse des prix, il est nécessaire d'en élaborer un cadre le plus large possible; cependant, les compensations ne peuvent être le seul instrument de protection des groupes les plus pauvres de la société.

Les règles d'un processus de restructuration de l'économie doivent être définies clairement. On ne peut poursuivre la pratique actuelle où le gouvernement adopte en dehors de tout contrôle social des décisions arbitraires sur la mise en liquidation d'entreprises. A l'avenir, la liquidation d'entreprises doit intervenir par le mécanisme normal de la faillite.

La politique économique en matière agricole doit respecter les principes contenus dans les Accords de Ustrzyki-Rzeszow signés en 1981 (garantie constitutionnelle de la propriété terrienne, autogestion rurale). La fixation des prix agricoles ne peut aller au désavantage des agriculteurs; les hausses des coûts de production doivent être compensées par des augmentations des prix d'achat aux agriculteurs. Le monopole d'état dans l'achat, la transformation, la distribution et l'approvisionnement en produits agricoles doit être aboli.

Les citoyens doivent pouvoir acheter des parts de biens économiques de propriété d'état à des cours fixés par le marché. Cela doit concerner surtout les entreprises en liquidation, ainsi que les terrains de constructions et les logements.

Nous demandons la liberté d'information dans la sphère économique. **Les chiffres de notre commerce extérieur ou des budgets militaire et policier ne doivent plus être tenus secrets.** Une pleine information sur les recettes et dépenses de l'Etat doit être disponible.

Leszek KOLAKOWSKI, professeur de philosophie, ancien membre du POUP fut contraint à l'exil lors de la campagne anti-sémite et anti-intellectuelle orchestrée par le pouvoir en 1968; pour la première fois depuis lors, il s'est rendu en Pologne en décembre 88.

**Question: Que reconnaissez-vous dans ce pays après vingt ans d'absence ?**

**Réponse:** Je retrouve bien sûr mes vieux amis. Je ne reconnais pas, ou plutôt, je vois une chose neuve: une liberté d'expression incroyablement plus large, les gens disent en public absolument tout. La comparaison avec 1968 est frappante. D'un côté, celui de la société, il y a davantage de courage; de l'autre, il faut bien le dire, les répressions ont diminué. Je vois beaucoup de publications du deuxième circuit (clandestin), des journaux dont j'ignorais même l'existence; et en même temps, certains ouvrages publiés jusqu'il y a peu clandestinement, comme la "Petite Apocalypse" de Konwicki, sortent à présent officiellement. Enfin, je vois que même la presse officielle est aujourd'hui incomparablement plus ouverte qu'à mon époque. Par ailleurs, on m'avait dit que la Pologne connaît une sorte de régression civilisatrice. Et effectivement, j'ai pu observer, même superficiellement, des manifestations de ce phénomène. Des nouvelles constructions entourées de montagnes de boue, des maisons dégradées, ici une fuite, là de la rouille; dans les appartements, les plâtres tombent ou il n'y en a pas; les téléphones fonctionnent mal. C'est désagréable de voir les symptômes extérieurs d'une récession caractéristique au Tiers-Monde.

**Q: Sont-ce là vos seules mauvaises impressions ? Nous croyons savoir qu'à la veille de Noël, vous avez été convoqué au siège central de la police ?**

**R:** Je ne m'attendais pas à vrai dire à être convoqué

par la police secrète mais ce ne fut pas non plus une immense surprise. Et il ne s'y est rien passé de menaçant. La conversation s'est déroulée courtoisement. Peut-être ont-ils voulu m'effrayer, ou bien me faire comprendre qu'ils existent encore et veillent. Je n'ai pas très bien saisi ce dont il s'agissait. J'ai entendu un exposé sur la situation en Pologne et sur la politique du pouvoir; il n'y avait là rien d'autre que ce que l'on peut lire dans les journaux. Par contre, mon interlocuteur a formellement manifesté son mécontentement du fait que j'aie participé à, selon ses termes, une "réunion illégale". Il s'agissait bien sûr de la rencontre des intellectuels avec Lech Walesa (celle du 18 décembre où fut constitué le Comité Civique - cfr News n° 125). Quand je m'en suis étonné, la réunion n'était pas secrète, même la presse officielle en a parlé, j'ai appris de la bouche de ce policier politique que la frontière entre la légalité et l'illégalité est très étroite et que du point de vue juridique, la réunion était illégale. Ensuite, l'officier se déclara déçu que je n'aie pas remarqué combien "Trybuna Ludu" (l'organe officiel du POUP) avait bien évolué (lors d'une rencontre à l'Université de Varsovie, le professeur Kolakowski avait dit: "Je prends TL et j'y lis la même soupe qu'autrefois"). Enfin, il m'en voulait d'avoir pris un passeport anglais sans en demander l'autorisation aux autorités polonaises. C'était à l'époque de l'état de guerre quand la prolongation de mon passe-

port polonais fut refusée. Selon mon interlocuteur de la police, il s'agissait d'une invitation discrète à rentrer au pays. Quand j'ai demandé pourquoi à Lodz, j'étais suivi par des voitures de la police (à Varsovie, je ne l'ai pas remarqué), on m'a dit de prendre cela sous un autre angle: on me protégeait.

**Q: Sur place, avez-vous changé votre opinion sur les chances et les espoirs de changements dans les pays du bloc ?**

**R:** Je ne dirais pas que mes conceptions ont été modifiées par mon séjour. Tout indique que tout le système communiste est à l'échelle mondiale en état de décomposition et d'agonie. Néanmoins, je pense que ce processus durera longtemps et que je ne connaîtrai pas son aboutissement. Je tiens compte que pourront intervenir des régressions dans cette évolution. Bien que je souhaiterais que la perestroïka réussisse en Russie, je suis très sceptique quant à son succès. Celui-ci dépendrait de changements tels qu'ils sont difficiles à concevoir et qu'ils signifieraient la ruine du système de pouvoir communiste. Tout le processus d'ouverture, d'extension de la liberté de parole, tout ce qu'on recouvre sous le terme de "glasnost" est important et laissera certainement des traces profondes dans cette société, qui ne devrait pas retourner à la situation précédant cette période.

**Q: Ces changements sont-ils irréversibles ?**

**R:** De la même manière que la fin du dégel Krouchtchévien ne fut pas un retour au stalinisme. Les changements sont réversibles mais ils ne peuvent être simplement effacés et invalidés. Bien sûr, l'inertie du système et les immenses forces sociales qui ont intérêt à son maintien,

freinent considérablement les progrès dans ce sens. Il s'agit de spéculations mais j'ai le sentiment que ces forces d'inertie sont trop fortes pour permettre un réel succès de la perestroïka. Je crois que les résultats de ce processus dépendent essentiellement non des intentions des dirigeants soviétiques mais du niveau d'impulsion des énergies sociales indépendantes qu'ils permettront; les effets dépendent également de ce que ces dirigeants mettront en mouvement des processus qui ne sont pas dans leurs intentions. Nous voyons que des processus de désintégration des institutions totalitaires et

du système communiste s'opèrent déjà, surtout par le réveil de la conscience nationale des peuples non-russes de l'empire. Tout cela ne pousse pas uniquement à la joie car on sait aussi que les mouvements nationalistes portent en eux une charge énorme de haine et qu'ils adoptent fréquemment des formes barbares. Mais en même temps, c'est le plus fort, le plus large canalisateur des énergies mobilisant les gens.

**Q: Comment, selon vous, lier cette conviction que les changements sont irréversibles avec l'affirmation assez fréquemment exprimée que le système est irréfornable ?**

**R:** Il est irréfornable en ce sens qu'il n'a aucun facteur interne d'autorégulation, de réforme et laissé à lui-même, le système restera inerte; il pourrait retourner à des formes plus despotiques et plus proches du système stalinien. Néanmoins, l'expérience prouve qu'il peut se modifier sous de fortes pressions sociales ou à l'approche de catastrophes économiques auxquelles il doit de temps à autre faire face. Ce qu'il faut en ce moment, c'est maintenir cette pression ou même exiger que le communisme soit évidé de l'intérieur afin que ne demeure plus que sa peau externe.

## SOLIDARITE DANS LE BLOC SOVIETIQUE

### LETTRE DE LECH WALESA AU FRONT POPULAIRE LITHUANIEN

Chers Amis, je vous remercie beaucoup de m'avoir invité, ainsi que Jacek Kuron et Janusz Onyszkiewicz, aux célébrations de l'Indépendance de la Lituanie, le 16 février. Je rêve depuis toujours d'un voyage en Lituanie pour vous y rencontrer. Malheureusement, les travaux de la table ronde nécessitent notre présence au pays mais nous serons en esprit parmi vous. Recevez nos plus chaleureuses salutations et nos meilleurs voeux de succès dans votre marche vers la démocratie et pour l'application des droits civils et nationaux.

Il y a des Lithuaniens qui vivent en Pologne tout comme des Polonais en Lituanie. Conduit par la conviction que ce n'est pas la voie sans issue des oppositions ethniques et territoriales mais bien les pleins droits et libertés qui solutionneront les problèmes résultant de la diversité des peuples, le Comité Civique auprès du Président de NSZZ "Solidarnosc", rassemblant les principaux représentants de la société, a constitué en décembre 1988 une Commission spéciale sur la question des minorités nationales. La persévérance et l'inflexibilité de la nation lithuanienne dans la lutte pour ses droits naturels sont admirées en Pologne et ont donné courage à plus d'un Polonais dans son propre combat pour la liberté. On en voit la preuve dans le circuit de la libre parole en Pologne: l'abondance de voix qui propagent les idées de réconciliation et de coopération. L'actuelle renaissance nationale de nos deux peuples ainsi que la reconstruction civile de nos sociétés nous donnent l'espoir de rapports mutuels neufs et meilleurs. Comme voisins égaux et amis, nous pourrions établir ensemble un des fondements d'une nouvelle vision de l'Europe. Nous souhaitons que ces idéaux prennent vie.

Lech WALESA.

### UN GROUPE DE "SOLIDARITE POLONO-HONGROISE"

a été constitué le 19 février à Podkowa Lesna (près de Varsovie), rassemblant une vingtaine de représentants de l'opposition polonaise (du côté de NSZZ "Solidarnosc": Michnik, Kuron, Bujak, ...) et une dizaine de délégués d'organisations indépendantes de Hongrie (dont l'écrivain Dzier Konrad, Geza Buda, Ferenc Köseg, Imre Mecs). Ce groupe mènera une action semblable à celle de "Solidarité Polono-Tchécoslovaque".

### SOUTIEN AUX MOUVEMENTS INDEPENDANTS DE TCHECOSLOVAQUIE

LA KKW DE NSZZ SOLIDARNOSC dans son communiqué du 5 février déclare avoir pris connaissance des informations sur les répressions contre les membres de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. Parmi les personnes emprisonnées après les dernières manifestations, on trouve Vaclav Havel, écrivain renommé et défenseur des droits de l'homme. Nous demandons aux autorités tchécoslovaques de libérer tous les détenus d'opinion et d'engager un dialogue avec les milieux indépendants de Tchécoslovaquie.

PLUS D'UNE CENTAINE DE MANIFESTANTS, membres de NSZZ "Solidarnosc" et de groupes indépendants, se sont rassemblés le 21 février sur la place du Marché à Cracovie pour condamner l'emprisonnement de Vaclav Havel et des autres membres de la Charte 77.

### MANIFESTATION CONTRE LE REGIME ROUMAIN

PLUSIEURS DIZAINES DE MANIFESTANTS, membres de NSZZ "Solidarnosc" et du parti socialiste interdit PPS, ont protesté le 1er février devant l'ambassade roumaine de Varsovie contre le régime dictatorial de Ceausescu, brandissant des banderoles où l'on pouvait lire "Solidaires avec les Roumains", "Liberté pour les Roumains". La police polonaise a procédé à une vingtaine d'interpellations.